



Jeudi 12 décembre 2024

Police nationale : le dialogue se tend entre les syndicats et la préfecture de l'Indre.

Par Aziliz LE BERRE

Trois syndicats ont décidé de ne pas siéger, face au préfet, lors du conseil social d'administration. En filigrane, les réformes de la fonction publique et les effectifs insuffisants à Châteauroux.

Le mercredi 4 décembre devait se tenir un comité social d'administration, une des instances paritaires où sont présents représentants syndicaux des policiers et le préfet. Mais le représentant de l'État s'est retrouvé seul autour de la table, sans les trois syndicats représentatifs.

Un refus global, mais des revendications qui ont des nuances. [...]

Deux réunions étaient en effet prévues sur une matinée alors que les syndicats, eux, demandaient davantage de temps. « L'administration, dépassée par les événements, gère notre institution à la petite semaine », dénonce pour sa part Alternative Police Cfdt dans un communiqué diffusé le 4 décembre. Un tract où est également dénoncé ce que tous les représentants syndicaux constatent : les comptes n'y sont toujours pas, niveaux effectifs.

Il y a un an, en intersyndicale cette fois, les syndicats policiers pointaient le manque d'effectifs castelroussins. Un coup de colère, en amont des Jeux olympiques, qui avait pris la forme de manifestations. Et le préfet de l'Indre avait finalement obtenu sept mutations ou nominations à Châteauroux. « Mais ces postes sont déjà effacés par les départs, au nombre de huit ! », souligne Benoît Flament, pour Alternative Police.

Et la parution, fin novembre, d'un tableau de mutation où n'apparaît aucun poste pour le commissariat de Châteauroux a ravivé la colère des syndicats de policiers. « Le préfet nous avait assuré que ces postes seraient pérennes », rappelle Benoît Flament.

Les autres syndicats pointent aussi ces renforts qui n'ont finalement que comblé les départs au commissariat. « Tous les services sont en souffrance, les derniers départs concernent notamment l'investigation et un service de nuit », indique Benoît Flament.

Les syndicats, malgré les promesses de pérennité des renforts assurées par le préfet, ont donc le sentiment de ne pas être entendus par leur administration. [...] Et les décisions liées au budget avant que le gouvernement ne soit censuré, qui prévoyaient de passer d'un à trois jours de carence en cas d'arrêt maladie, ont, pour les policiers, enfoncé le clou du mal-être.

Les syndicats du commissariat de Châteauroux n'envisagent pas de nouvelles actions coups de poing comme l'année passée pour le moment. Contacté à ce sujet, le préfet de l'Indre, Thibault Lanxade, n'a pas souhaité commenter cette action des syndicats de policiers. En fin de matinée hier, aucune nouvelle date pour ce comité social d'administration n'avait été fixée.